RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) sont nécessaires pour protéger la santé humaine et animale contre les maladies d'origine alimentaire et autres risques pour la santé et les plantes contre les ravageurs et les maladies. Il est primordial que les pays se conforment aux mesures SPS internationales lorsqu'ils exportent / impor-tent leurs produits agricoles. Cependant, il est courant d'observer que de nombreux pays en développement ont du mal à se conformer et à mettre en oeuvre des mesures SPS appropriées. Au niveau mondial, le mécanisme de développement des normes et du commerce (STDF / OMC), un partenariat mondial visant à faciliter la sécurité des échanges. Au niveau continental, le Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA) représente la Commission de l'Union africaine auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). En Afrique de l'Ouest, la CEDEAO et l'UEMOA se sont mis d'accord sur la réduction des barrières non tarifaires (BNT). Cela est en effet nécessaire pour limiter la prolifération des obstacles procéduraux générés par des réglementations qui se chevauchent (par exemple, certificats d'origine, certificats SPS). En 2005, la politique stratégique régionale, l'ECOWAP / PDDAA, a été adoptée au Ghana dans le but d'assurer le financement de l'agriculture.

Cette note d'orientation fournit des orientations politiques à la CEDEAO et facilite la conformité afin de stimuler le commerce, en particulier dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) ".

Cette Note aux décideurs a été...

Préparé par : Dr Benoit Gnonlonfin, Conseiller principal en normes SPS /CEDEAO-USA & Dr Amadou TALL Team Leader PESCAO/CEDEAO

Assisté par : M. Alain Sy TRAORE DARD/CEDEAO

Edité par : Emmanuelle Maillot, Assistante Technique DADR/CEDEAO & Juliette Ade-lodja Amouzou, Assistante /Comptable PESCAO/CEDEAO

Dans le cadre du Projet PESCAO

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de DADR/CEDEAO et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union Européenne.

Commission de la CEDEAO
Département Agriculture, Environnement et Ressources Naturelles
Direction Agriculture et Développement Rural

Note aux Décideurs N°04/2020-5

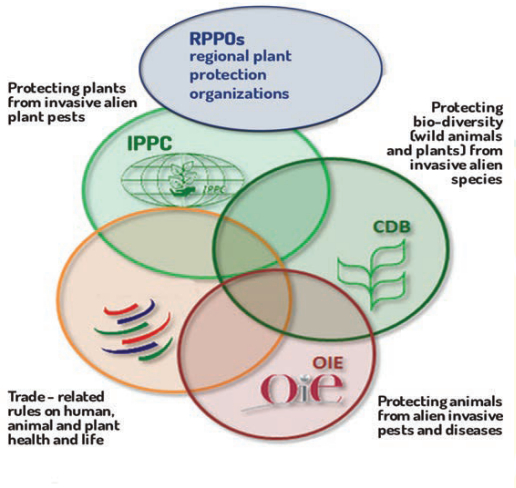
[Mai 2020]

LA CONFORMITÉ AVEC LA RÉGLEMENTATION SANITAIRE ET PHYTOSANITAIRE (SPS) : UN DÉFI POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

1. INTRODUCTION & CONTEXTE

Il est largement admis que tout pays prévoyant l'exportation de produits agricoles vers un autre pays devra se conformer aux réglementations SPS en vigueur dans le pays ciblé. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) définit les mesures SPS comme *des mesures nécessaires pour protéger la santé humaine et animale contre les maladies d'origine alimentaire et autres risques sanitaires ainsi que les plantes contre les ravageurs et les maladies.*

Les différentes mesures SPS doivent être conformes aux dispositions de l'Accord sur l'application des mesures SPS de l'OMC. Cependant, il existe des organes techniques (créés avant l'entrée en vigueur de l'Accord SPS en 1995) qui guident l'Accord SPS de l'OMC. Il s'agit des dispositions de la Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius (CCA ou codex) pour les normes de sécurité sanitaire des aliments, de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) pour les mesures zoo sanitaires et du Secrétariat de la FAO de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) pour mesures phytosanitaires. La figure 1 illustre le chevauchement des mandats entre ces différentes organisations.



Source OMC.org

Notre travail se concentrera sur les défis des pays de la CEDEAO à respecter les réglementations SPS.

Les mesures sanitaires/phytosanitaires (SPS) comprennent toutes les lois, décrets, réglementations, codes de pratiques, recommandations, exigences et procédures relatives aux critères de produits, processus, méthodes de production, tests, inspection, certification, procédure d'approbation, traitements de quarantaine, méthodes statistiques, procédures d'échantillonnage, évaluation des risques, emballage et étiquetage.

En Afrique, en particulier en Afrique de l'Ouest, la plupart des pays rencontrent des problèmes pour se conformer aux mesures SPS. Des améliorations significatives se poursuivent en vue de réaliser l'intégration régionale, ce qui a contribué à la réduction des tarifs. Toutefois, l'application de mesures non tarifaires (MNT), telles que les mesures SPS, reste une entrave au commerce. Les mesures SPS sont le fondement d'un commerce sûr, car l'objectif est de protéger les pays contre les risques pour la santé publique et de promouvoir la vie et la santé des animaux et des plantes. Un système national d'assurance et de contrôle de la qualité faible entraînant un manque d'application des mesures SPS peut bloquer l'accès à des marchés, tandis qu'un système efficace d'assurance de la qualité facilite le commerce.

Conformément à la Commission de l'Union africaine sur le renforcement du commerce intra-africain (RCIA), la Commission de la CEDEAO a lancé un certain nombre de réformes de politique économique et sociale dans le but d'approfondir l'intégration régionale par le biais du commerce intra régional en Afrique de l'Ouest. Les initiatives les plus notables comprennent l'adoption d'un certain nombre de politiques macroéconomiques et sectorielles, dont l'ECOWAP/CAADP, qui a été adopté en janvier 2005. L'objectif est de garantir le développement durable du secteur agroforestier-pastoral et de la pêche et renforcer à la fois la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la sécurité alimentaire dans différentes chaînes de valeur au profit des populations en Afrique de l'Ouest.

Les mesures SPS ne doivent pas être considérées comme des mesures visant à interdire ou à entraver le commerce des produits agroforestiers, pastoraux et de la pêche. En effet cela peut se produire et cela doit être donc considéré comme contre-productif.

En réalité, il est possible d'utiliser des mesures SPS en tant qu'obstacles non tarifaires (ONT) qui peuvent empêcher l'accès aux marchés étrangers malgré l'absence de droits de douane sur les marchandises.

Les organisations internationales suivantes sont pertinentes pour l'Accord SPS (Accord de l'OMC «3 soeurs », figure 2).

- La Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius : (CCA ou codex);
- L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et ;
- Le Secrétariat de la FAO de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV).

Source OMS.org

2. ÉNONCÉ DU PROBLÈME

L'Afrique a le taux d'incidence de maladies d'origine alimentaire le plus élevé au monde, faisant 137 000 morts par an et causant 91 millions de cas de maladie selon l'Organisation mondiale de la santé.

Le fardeau le plus lourd incombe aux enfants de moins de cinq ans. Par conséquent, l'agriculture africaine doit subir une transformation structurelle pour répondre à la demande alimentaire croissante tout en s'attaquant aux problèmes que les maladies d'origine alimentaire posent pour la santé publique.

L'accord SPS de l'OMC a entraîné des difficultés et des défis extrêmes pour les pays en développement et les pays les moins avancés (Encadré 1).

Encadré 1 : Défis dans la mise en oeuvre de SPS en Afrique de l'Ouest

- Faible budget alloué aux activités SPS ;
- Application insuffisante de la réglementation là où elle existe;
- Faible niveau d'implantation de réglementations harmonisées au niveau national ;
- Capacité limitée de laboratoire pour effectuer des tests et assurer la conformité ;
- Autorité chevauchante des agences réglementaires de surveillance SPS ;
- Intégration régionale limitée conduisant à des obstacles au commerce transfrontalier régional.

Source : Auteurs, 2018. Défis dans la mise en oeuvre de SPS en Afrique de l'Ouest

Premièrement, en tant que normalisateurs, les pays en développement et les pays les moins avancés sont confrontés à un double inconvénient de supporter les coûts de l'ajustement dans la modernisation des infrastructures commerciales et l'adoption de normes internationales.

Deuxièmement, les mêmes pays n'ont pas la capacité de contester et de mieux négocier les mesures SPS étrangères qui, selon eux, ne sont pas scientifiquement justifiées et injustes; et de démontrer que leurs mesures SPS atteignent les normes requises. En conséquence, ils doivent supporter d'énormes coûts de mise en conformité ou quitter les marchés haut de gamme/lucratifs ; ou bien faire face à de nombreux facteurs qui les empêchent de mettre en oeuvre l'accord SPS en raison d'un manque de capacités de mise en conformité.

Par conséquent, il est absolument nécessaire d'aider les pays en développement et les PMA, en particulier dans la région de l'Afrique de l'Ouest, à renforcer leurs capacités de facilitation des échanges et à améliorer leur application SPS.

En raison de la variété et de la complication des exigences de l'UE, de nombreux pays en développement, bénéficiant d'un quota d'accès préférentiel aux marchés en vertu de l'Accord de Cotonou, ont cessé d'exporter des produits agricoles en raison de la lourde charge financière et de capacité pesant sur leurs industries.

3. Mesures GLOBAL, AUC et CEDEAO / UEMOA concernant l'accord SPS

Il y a une prise de conscience croissante de l'importance des questions SPS, en termes d'augmentation de l'accès aux marchés pour les produits alimentaires et agroforestiers, pastoraux et de pêche - mais aussi en termes d'augmentation des niveaux de production et d'amélioration de la santé publique. Les attitudes à l'égard du renforcement des capacités changent et de nouveaux modèles de partenariat, y compris une forte implication du secteur privé, émergent.

Au niveau mondial, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FADNC/ OMC), un partenariat mondial visant à faciliter la sécurité des échanges, contribue à la croissance économique durable, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire. Il favorise l'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments et des capacités de santé animale et végétale dans les pays en développement.

Le FANDC fournit un soutien aux pays en développement par le biais de subventions de préparation de projets (SPP) pour mettre en place des projets techniquement viables et durables. Des fonds allant jusqu'à 50 000 $ US sont disponibles pour les SPP, ce qui peut inclure l'application d'outils d'évaluation des capacités liés aux SPS, la préparation d'études de faisabilité et / ou la formulation de propositions de projets pour répondre aux besoins spécifiques de renforcement des capacités SPS liés au commerce.

Au niveau continental, le Bureau interafricain des ressources animales de l'Union africaine (AUIBAR) représente la Commission de l'Union africaine auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et traite des sujets liés à la sécurité sanitaire des aliments.

En outre, le Conseil phytosanitaire interafricain de l'Union africaine (CPIUA) représente le continent à la CIPV. Tous deux La principale lacune est une agence/autorité de sécurité alimentaire s'occupant des questions de sécurité alimentaire. À cet égard, il convient de noter que le sommet des États membres de l'UA n'a adopté le cadre SPS continental qu'en octobre 2019. Sa mise en oeuvre effective nécessitera la création d'une telle autorité/agence dans un future proche.

Dans le même contexte, la Commission de l'Union africaine (CUA) et les communautés économiques régionales (CER) ont un rôle impor-tant et privilégié à jouer en matière d'amélioration de la coordination et de la communication dans le domaine SPS et de plaidoyer pour des approches multipartites globales.

La CEDEAO a le statut d'observateur auprès des comités SPS du Codex, de la CIPV, de l'OIE et de l'OMC. Par conséquent, cette CER est fortement impliquée dans les processus d'élaboration des normes internationales. En outre, il a aidé les pays à renforcer leur participation effective à ces processus.

De plus, la politique sur la qualité de la CEDEAO, signée en 2012, constitue une base solide pour une coopération régionale en ma-tière d'infrastructures qualité en Afrique de l'Ouest. La politique est dérivée de la Politique industrielle commune de l'Afrique de l'Ouest (PICAO), qui met l'accent sur la normalisation,

l'assurance qualité, l'accréditation et la métrologie (NQAM/Infrastructure Qualité).
Pour soutenir une intégration régionale approfondie, la CEDEAO et l'UEMOA ont convenu de la réduction des barrières non tarifaires (BNT) ainsi que l'harmonisation des cadres réglementaires des deux organisations. Cela est en effet nécessaire pour limiter la prolifération des obstacles procéduraux générés par des réglementations qui se chevauchent (par exemple, certificats d'origine, certificats SPS).
En 2005, la politique stratégique régionale, l'ECOWAP/ PDDAA, a été adoptée au Ghana dans le but d'assurer le financement du secteur de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie, de la pêche et de l'aquaculture. Dans le même esprit, les pays de la CEDEAO ont approuvé un règlement harmonisé C/REG.21/11/10 relatif aux règles structurelles et opérationnelles pour la santé des plantes, la santé animale et la sécurité alimentaire.

4. Conclusions

L'accord SPS a posé un certain nombre de problèmes et de défis aux pays en développement et aux PMA, dont la plupart sont liés à la facilitation des échanges et au renforcement des capacités. L'OMC et les partenaires au développement devraient aider à résoudre ces problèmes, notamment par une assistance technique destinée aux pays en développement.
Il devrait viser à réduire les coûts de mise en conformité SPS en soutenant l'amélioration de l'efficacité douanière et la modernisation des systèmes SPS, ce qui assurera une meilleure protection de la santé publique nationale, de la vie animale et végétale et de la sécurité environnementale et, en même temps, réduira les obstacles SPS causés par une faible transparence et des exigences d'inspections complexes.

ENCADRE 2: Politiques et réglementations existantes de la CEDEAO sur l'agriculture, l'élevage, la foresterie, la pêche et l'aquaculture :

- ECOWAP : Politique stratégique pour la politique agricole 2016-2025 de la CEDEAO (ECOWAP / PDDAA).
- Règlement harmonisé C/REG.21/11/10 relatif aux règles structurelles et opérationnelles pour la santé des plantes, la santé animale et la sécurité alimentaire dans l'espace CEDEAO.
- Règlement harmonisé C/REG.3/05/2008 sur les règles

5. Recommandations

Pour la CEDEAO :

- Préparer un programme pluriannuel de renforcement des capacités de la CEDEAO pour la mise à niveau des compétences des différents acteurs impliqués dans les questions SPS (publiques et privées) ;
- Fournir des ressources financières pour la participation des cadres/dirigeants nationaux aux réunions des trois organes et du Comité SPS. Cela permettra une meilleure mise en oeuvre des dispositions de l'Accord SPS aux niveaux national et régional ;
- Coopérer avec les États membres afin de localiser, cons-truire et équiper des laboratoires régionaux de référence, et s'impliquer dans l'organisation d'évaluation de risques, la gestion de risques et la communication ;
- Élaborer une réglementation alimentaire régionale et harmonisée à etre intégrer dans les lois nationales des États membres ;
- Créer un environnement propice à la mise en oeuvre des réglementations techniques internationales/régionales, y compris : codes d'usages, recommandations relatives à la sécurité sanitaire des aliments et aux SPS, et soutenir les activités de renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments et SPS;
- Élaborer des mécanismes pour encourager les parties prenantes à accroître les investissements dans la sécurité sanitaire des aliments et les mesures SPS ;
- Promouvoir des campagnes de sensibilisation sur les implications SPS sur la santé publique et le commerce international, régional et national ;
- Améliorer la capacité des inspecteurs SPS des produits agricoles, animaux et de la pêche.

Pour les partenaires de développement multilatéraux et bilatéraux

- Soutenir le financement du programme pluriannuel de renforcement des capacités de la CEDEAO pour les différents acteurs impliqués dans les questions SPS (publiques et privées) ;
- Fournir des ressources financières pour créer et équiper des laboratoires de référence pour les tests d'assurance qualité en Afrique de l'Ouest et faciliter la participation des représentants des États membres aux réunions SPS du Codex, de l'OIE, de la CIPV et de l'OMC.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Day R.K., 2013. Davantage de commerce, des échanges plus sûrs : renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires des pays en développement (SPS). Monde CABI.
Dr Chinyamakobvu O.S, 2017. Les politiques sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et les politiques sanitaires et phytosanitaires (SPS) des communautés économiques régionales africaines (CER) de la CUA.
Kleih U. 2012. Mécanismes nationaux de coordination SPS, NRI - Université de Greenwich (Royaume-Uni).
FAO/OMS. 20 Directives pour le renforcement des systèmes nationaux de contrôle alimentaire perspectives.
Gnolonfin B. 2017. Programme SPS régional de la CEDEAO avec référence aux activités liées au secteur privé (présentation PPT).
Gnolonfin B. 2017. 2019 Coordination régionale de la CEDEAO et état d'avancement de l'application de la disposition de transparence de l'Accord SPS de l'OMC.
Mukhtar a. 2017. Normes et questions connexes dans l'accord de l'OMC sur les SPS et les OTC (une présentation de la FAO).
CNUCED 2018, Intégration régionale et mesures non tarifaires dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

#ECOWAP2025

Commission de la CEDEAO

Département Agriculture, Environnement et Ressources Naturelles

Direction Agriculture et Développement Rural

Annexe River Plaza – 496 Abogo Largema Street - Central Business District

PMB 401 Abuja FCT – République Fédérale du Nigéria

agric_ruraldev@ecowas.int @ecowas.agriculture @ecowas_agric

EXECUTIVE SUMMARY

Sanitary and Phytosanitary (SPS) measures are necessary to protect human and animal health from foodborne diseases and other health risks and plants from pests and diseases. It is paramount that countries comply with international SPS measures when exporting/importing their Agri-products. However, it is common to observe that many developing countries face challenges in complying and implementing proper SPS measures.
At global level, the Standards and Trade Development Facility (STDF/WTO), a global partnership to facilitate safe trade. At continental level, the African Union Inter-African Bureau for Animal Resources (AU-IBAR) represents the African Union Commission at the World Animal Health Organization (OIE). In West Africa ECOWAS/ WAE-MU have agreed on the reduction of non-tariff barriers (NTBs). This is indeed necessary to limit the prolife-ration of procedural obstacles generated by overlapping regulations (e.g. certificates of origin, SPS certificates). In 2005, the regional strategic policy, the ECOWAP/ CAADP, was adopted in Ghana with the aim of assuring the financing of the agriculture.
This policy brief provides policy guidance to ECOWAS and facilitate compliance in order to boost trade es-pecially in the context of Africa Conti-nental Free Trade Area (AfCFTA)".

This Policy brief was...

Prepared by: Dr. Benoit Gnonlonfin, Senior SPS Standards Advisor/ECOWAS-USA & Dr. Amadou Tall TA PESCAO/ECOWAS
Supervised by: Mr. Alain S. Traoré, Director ARD/ECOWAS
Edited by: Emmanuelle Maillot, Technical Assistant DARD/ECOWAS & Juliette Amouzou, Assistant-Accountant PESCAO/ECOWAS

In the framework of the PESCAO & « Support to SPS activities imple-mentation in West Africa » Projects

This publication was produced with the financial support of the European Union. Its contents are the sole responsibility of DARD/ECOWAS and do not necessarily reflect the views of the European Union.

ECOWAS Commission
Department of Agriculture, Environment and Natural Resources
Directorate of Agriculture and Rural Development

Policy Brief N°04/2020-5

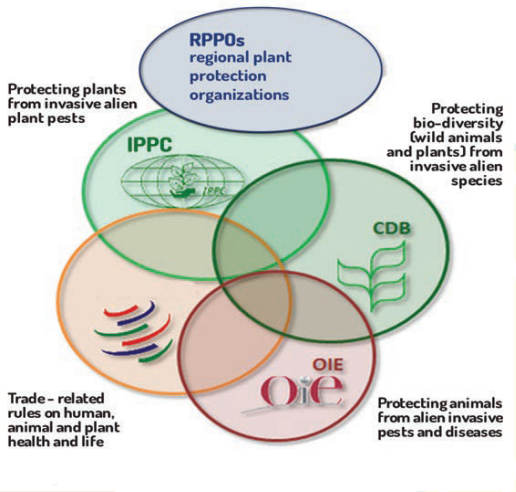
May 2020

CHALLENGES TO COMPLY WITH SANITARY AND PHYTOSANITARY (SPS) REGULATION IN WEST AFRICA

1. INTRODUCTION & BACKGROUND

It is widely accepted that any country that plans to export agricultural products to another country will have to comply with SPS regulations in force in the targeted country. The World Trade Organization (WTO) defines SPS *measures as measures necessary to protect human and animal health from food borne diseases and other health risks and plants from pests and diseases.*

The different SPS measures must comply with the provisions of the Agreement on the Application of SPS Measures of the WTO. However, there are technical bodies (created before the SPS Agreement came into force in 1995) that guide the SPS Agreement of the WTO. These are the provisions of the FAO/WHO Codex Alimentarius Commission (CAC or codex) for food safety standards, the World Organization for Animal Health (OIE) for zoo-sanitary measures and the FAO's Secretariat of the International Plant Protection Convention (IPPC) for phytosanitary measures. Figure 1 illustrates the overlapping of the mandates between these different organizations.



Source OMC.org

Our work will focus on the challenges of the ECOWAS countries in complying with the SPS regulations.
The Sanitary/Phytosanitary Measures (SPS) include all laws, decrees, regulations, code of practices, recommendations, requirements and procedures related to product criteria, process-es, production methods, testing, inspection, certification, approval procedure, quarantine treatments, statistical methods, sampling procedures, risk assessment, packaging and labelling.
In Africa, particularly in West Africa, most of the countries face problems in achieving compliance with SPS measures. Significant improvements are continuing towards achieving regional integration, which has contributed to reductions in tariffs. However, the application of Non-Tariff Measures (NTMs), such as SPS measures, remain an impairment to trade. SPS measures are the ground work for safe trade, as the aim is to protect countries from public health risks, and to promote animal and plant life and health. A weak national quality assurance/control system resulting in the lack of SPS enforcement can result in a ban from market access, whereas an effective quality assurance system facilitates trade.

In line with the African Union Commission on "Boosting intra-Africa trade" (BIAT), the ECOWAS Commission has launched a number of economic and social policy reforms in a bid to deepen regional integration through intra-regional trade in West Africa. The most noticeable initiatives include the adoption of a number of macro-economic and sector-wide policies, including the ECOWAP/CAADP, which was adopted in January 2005. The aim is to guarantee sustainable development of the agriforestry-pastoral and fisheries sector and strengthen food and nutrition security and food safety in different value chains for the population in West Africa.

The SPS measures should not be seen as measures to prohibit or impede on trade in agriforestry-pastoral and fisheries products, but the reality shows that this can happen and this should be seen as counterproductive. In reality, there is room for using SPS measures as Non-Tariff Barriers (NTB) that can prevent access to foreign markets despite there being no tariffs imposed on the goods.

The following international standards are the rele-vant standard setting organizations for the SPS Agreement (WTO Agreement "3sisters" Figure 2).

- The FAO/WHO Codex Alimentarius Commission: (CAC or codex) for food;
- World Organization for Animal Health (OIE);
- The FAO's Secretariat of the International Plant Protection Convention (IPPC).

Source OMS.org

2. PROBLEM STATEMENT

Africa has the world's highest per capita incidences of foodborne illness, claiming 137,000 lives a year and causing 91 million cases of sickness according to the World Health Organization.

The heaviest burden falls on children under the age of five. Therefore, there is a need for African agriculture to undergo a structural transformation to meet rising food demands while at the same time addressing the public health burden of foodborne illnesses.

The WTO SPS agreement has brought extreme difficulties and challenges for developing countries and Least Developing Countries (LCDs) (Box 1).

BOX 1: Challenges in implementing SPS in West Africa

- Low budget allocated for SPS activities;
- Insufficient enforcement of the regulation where they exist;
- Low level of implantation at national levels of harmonized regulations;
- Limited laboratory capacity for testing and compliance;
- Overlapping authority of regulatory SPS monitoring agencies;
- Limited regional integration leading to several obstacles to regional cross border trade.

Source: Authors, 2018. Challenges in implementing SPS in West Africa

First, being standard-takers, developing countries and Least Developing Countries face a double disadvantage of bearing the costs of adjustment in upgrading trade infrastructure and adopting interna-tional standards.

Second, the same countries lack the capacity to challenge and better negotiate the foreign SPS measures that they feel are not scientifically justified or unjust; and to demonstrate that their SPS measures reach required standards.

As a result, they have to bear huge compliance costs or exit high-end/lucrative markets; or face numerous factors preventing them from implementing the SPS agreement due to a lack of compliance capacities.

Hence, it is absolutely necessary to assist developing countries and LDCs, particularly the West Africa region, to strengthen their trade facilitation abilities and enhance their SPS fulfillment.

Due to the variety and the complication of the EU requirements, many developing countries, enjoying a preferential market access quota under the Cotonou Agreement, have stopped exporting agricultural products because of the onerous financial and capacity burden to their industries.

3. GLOBAL, AUC and ECOWAS/UEMOA measures concerning the SPS agreement

There is a growing awareness about the importance of SPS matters, in terms of increasing market access for food and agriforestry-pastoral and fisheries products - but also in terms of raising production levels and improving public health. Attitudes towards capacity building are changing and new partnership models, including strong involvement of the private sector, are emerging.

At global level, the Standards and Trade Development Facility (STDF/WTO), a global partnership to facilitate safe trade, contributes to sustainable economic growth, poverty reduction and food security. It promotes improved food safety, animal and plant health capacity in developing countries.

STDF provides support to developing countries through project preparation grants (PPGs) to prepare technically sound and sustainable projects. Funds up to US$ 50,000 are available for PPGs, which can involve the application of SPS-related capacity evaluation tools, preparation of feasibility studies and/or formulation of project proposals to address specific SPS capacity building needs linked to trade.

At continental level, the African Union Inter-African Bureau for Animal Resources (AU-IBAR) represents the African Union Commission at the World Animal Health Organization (OIE) and deals with subjects related to food safety.

Further, the African Union Inter-African Phytosanitary Council (AU-IAPSC) represents the continent at the IPPC. Both are observers in the WTO SPS committee, BUT NOT in the African Regional Standards Organization (ARSO).

The main gap is a food safety agency/authority dealing with the food safety issues. In this regard, one should note that the AU-member states summit adopted the continental SPS framework only last October 2019. Its effective implementation will require the establishment of such an authority/agency in the near future.

The African Union Commission (AUC) and the Regional Economic Communities (RECs), within the context of the African continental Free Trade Area (ACFTA), have important and privileged roles to play when it comes to improving SPS-related coordination and communication and advocating comprehensive multistakeholder approaches.

ECOWAS has observer status at the codex, IPPC, OIE and WTO SPS committee. Hence, this REC is heavily involved in the international standards setting processes. Also, it has supported countries to enhance their effective participation in these processes.

In addition, the ECOWAS Quality policy, signed in 2012, provides a solid foundation for a regional quality infrastructure cooperation in West Africa. The policy was derived from the West African

Common Industrial Policy (WACIP), which emphasizes standardization, quality assurance, accreditation and metrology (SQAM/Quality Infrastructure).
In supporting deep regional integration, ECOWAS/ WAEMU have agreed on the reduction of non-tariff barriers (NTBs) as well the harmonization of ECOWAS and WAEMU regulatory frameworks. This is indeed necessary to limit the proliferation of procedural obstacles generated by overlapping regulations (e.g. certificates of origin, SPS certificates).
In 2005, the regional strategic policy, the ECOWAP/ CAADP, was adopted in Ghana with the aim of assuring the financing of the agriculture, livestock, forestry, fisheries and aquaculture sector. In the same line, the ECOWAS countries have approved a harmonized Regulation C/REG.21/11/10 related to the structural and operational rules for plant health, animal health and food safety.

4. CONCLUSIONS

The SPS agreement has brought a number of problems and challenges for developing countries and LDCs, most of which are related to trade facilitation and capacity building. WTO and development partners should assist in solving these problems, especially through technical assistance directed to developing countries.
It should be aimed at reducing SPS compliance costs through support in upgrading customs efficiency and modernizing the SPS systems, which will provide better protection for domestic public health, animal and plant life, and environmental safety, and, at the same time, cut down the SPS barriers caused by low transparency and complicated inspection requirements.

BOX 2: Reference regulatory framework
Existing ECOWAS policies and regulations on agriforestry, livestock and fisheries:

- ECOWAP: Strategic policy for the 2016-2025 ECOWAS Agricultural Policy (ECOWAP/ CAADP).
- Harmonized Regulation C/REG.21/11/10 related to the structural and operational rules for plant health, animal health and food safety in the ECOWAS region.
- Harmonized Regulation C/REG.3/05/2008 on the rules governing pesticides registration in ECOWAS region.

5. RECOMMENDATIONS

For ECOWAS :

- Prepare an ECOWAS multi-year capacity building program for the upscaling of the skills of the different actors involved in SPS issues (public and private);
- Provide financial resources for the participation of national executives/officers in the meetings of the three bodies and the SPS Committee. This will enable a better implementation of the provisions of the SPS Agreement at national and regional level;
- Cooperate with member states for the location and the construction and equipment of regional reference laboratories, involve in organizing risk assessments, risk management and communication;
- Develop a regional and harmonized food regulation to be integrated in the national laws of the member states;
- Create a conducive environment for the implementation of international / regional technical regulations, including: codes of practice, recommendations related to food safety and SPS, and supporting capacity building activities in food safety and SPS;
- Develop mechanisms to encourage stakeholders to increase investment in the food safety and sanitary and phytosanitary (SPS);
- Promote awareness campaigns on SPS implications on public health and international, regional and domestic trade;
- Improve the capacity of SPS inspectors of agricultural, animal and fisheries products.

For Multilateral and Bilateral Development partners :

- Support the funding of the ECOWAS multi-year capacity building program for the different actors involved in SPS issues (public and private);
- Provide financial resources for the creation and equipment of reference laboratories for quality assurance testing in West Africa and facilitate the participation of representatives from Member States in Codex, OIE, IPPC and WTO SPS meetings.

LITERATURE REFERENCES

Day R.K., 2013. More Trade, Safer Trade: Strengthening Developing Countries' Sanitary and Phytosanitary (SPS) Capacity. World CABI.
Dr. Chinyamakobvu O.S, 2017. The Technical Barriers to Trade (TBT) and Sanitary and Phytosanitary (SPS) Policies of African Regional Economic Communities (RECs) from AUC.
Kleih U. 2012. National SPS Coordination Mechanisms, NRI - University of Greenwich (UK).
FAO/OMS. 20 Directives pour le renforcement des systèmes nationaux de contrôle alimentaire perspectives.
Gnolonfin B. 2017. ECOWAS regional SPS program with referenced to private sector related activities (PPT Presentation).
Gnolonfin B. 2017. 2019 ECOWAS regional coordination and status on application of the transparency provision of the WTO SPS Agreement.
Mukhtar a., 2017. Standards and related issues in the WTO agreement on SPS and TBT (an FAO. Presentation).
UNCTAD 2018, Regional Integration and Non-Tariff Measures in the Economic Community of West African States (ECOWAS).

#ECOWAP2025

ECOWAS Commission

Department Agriculture, Environment and Natural Resources

Directorate Agriculture and Rural Development

River Plaza Anneex – 496 Abogo Largema Street - Central Business District

PMB 401 Abuja FCT – Federal Republic of Nigeria

agric_ruraldev@ecowas.int @ecowas.agriculture @ecowas_agric